

laquelle il était si digne de figurer! Le Gouvernement a senti le coup; car il vient d'annoncer que les évêques peuvent aller à Rome moyennant *permission demandée*: le sera-t-elle? Un autre mal que celui de la débauche et d'une injuste sévérité contre les catholiques en France, est l'état fort grêvé des finances et un commencement d'esprit d'insurrection en tout sens. L'Empire avait promis une sage liberté et la paix; et voilà qu'après bien d'autres brèches faites à la paix et à la liberté, voilà qu'un des grands corps de l'Etat s'est vu menacé dans ses droits par une simple lettre de l'Empereur. L'Eglise est placée sous le régime actuel, à peu de différence aussi mal qu'elle ne l'a jamais été autrefois. La bonne presse y est baillonnée et punie par les amendes et la prison. De sorte que chacun se demande, à part soi, en attendant qu'on se le dise tout haut, quand il ne sera plus temps au Pouvoir d'y remédier: "Où est donc la liberté promise? Quand donc les bons seront-ils rassurés, si les méchants, au lieu de trembler, comme on se faisait fort de l'assurer, triomphent toujours?—Est-ce là les conditions de cette paix attachée, disait-on, irrévocablement à l'Empire?" Non, ni la vraie liberté, ni la vraie paix ne règnent aujourd'hui en France. Tout semble au contraire se préparer, et rapidement, pour une nouvelle débâcle politique et sociale. Républicains, orléanistes, légitimistes, constitutionnels, catholiques, tous se croient trompés. La confiance défaille de toute part; et toutes les prétentions, bonnes et méchantes, sont à la veille de se faire entendre tout de bon, et d'entrer en compte avec le Pouvoir. Ce sera pour ce Pouvoir la conséquence méritée des services rendus par lui à la révolution italienne. Ce sera aussi, encore une fois, la réalisation terrible peut-être du grand avertissement de l'Ecriture: "Et maintenant, ô rois de la terre, comprenez, et instruisez-vous."

Dans notre Amérique, la guerre civile chez nos voisins se continue toujours avec des succès plus marqués en faveur des hommes du Nord que de ceux du Sud, sauf la vérocité des journaux et du télégraphe.

Là, comme en Italie, on a remis au printemps les grands coups et la victoire définitive. Patience donc: les fédéraux du Nord vont enfin, comme ils l'annoncent depuis longtemps, dévorer les confédérés du Sud. Belle leçon pour l'humanité! belle gloire pour l'histoire!

Quant à nos propres affaires, tout l'intérêt se porte en ce moment sur les travaux de notre législature et sur le réveil de la colonisation et de l'agriculture. Un moment l'enthousiasme militaire avait absorbé toutes les pensées; aujourd'hui régularisé, cet enthousiasme fait place heureusement à toutes sortes de bonnes vues et de bons efforts en faveur de l'agriculture et de la colonisation. Outre ce que nous en disons aujourd'hui dans la *Gazette des Campagnes*, il faut ajouter que déjà notre Législature a sur ses bureaux plusieurs mesures relatives à ces deux grands intérêts. Des projets de lois sur l'usufruit, sur le crédit foncier, sur certains amendements indispensables à faire subir à la législation actuelle touchant ces intérêts, tels sont

les travaux utiles dont s'occupent déjà avec zèle et activité nos législateurs: et nous avons lieu de croire que le Gouvernement est tout disposé à seconder ces travaux avec la même activité et avec le même zèle. On sait ce que la Chambre d'Agriculture fait de son côté pour les mêmes intérêts. Ajoutez le bon mouvement qui s'opère dans toute la province pour établir efficacement le crédit foncier; ajoutez tant d'efforts de la part des particuliers, tels, par exemple, que ceux faits par M. le Curé de Beauport, par la Corporation du Collège de Ste. Anne, par M. Stanislas Drapeau, et bien d'autres que nous ignorons, et dites s'il n'y a pas espoir que la cause agricole ne soit à la veille d'être enfin entièrement gagnée pour le plus grand bien du pays.

P. S.—Par erreur, une phrase entière dans notre dernière *Quinzaine* offrait un véritable non-sens. La voici rectifiée:

"Ainsi tandis que le peuple sera à son champ pour le faire rendre au centuple par une culture plus raisonnée, nos *lettrés de tout genre et de tout office*, ainsi que nos *artistes de tout ordre* seront, au domaine des œuvres de l'esprit et du talent, d'habiles et agréables travailleurs. On lisait dans la *Gazette*: "nos *lettres de tout genre, ainsi que nos articles de tout ordre.*"

L'élan Agricole.

Décidément l'amélioration de notre agriculture canadienne paraît en bonne voie. De jour en jour de nouveaux moyens se manifestent pour élargir cette voie et la rendre propre à conduire aux plus heureux résultats.

Voici d'abord que la Chambre d'Agriculture du Bas-Canada entre, plus que jamais dans l'exécution de son programme. Entre autres bonnes mesures qu'elle a adoptées pour tout le Bas-Canada, elle a bien voulu accorder spécialement en faveur des intérêts agricoles du district de Québec: 1^o. La somme de \$250 pour aider à la réapparition de la *Gazette des Campagnes*; 2^o. Une autre somme de \$200 pour l'établissement d'un dépôt d'instruments aratoires perfectionnés, qui seront placés dans les dépendances de l'Ecole d'Agriculture de Ste. Anne; 3^o. Enfin une troisième somme, \$100 pour des essais de la culture du chanvre et du lin, etc., lesquels essais devront être faits sur la ferme du Collège de Ste. Anne. Les mêmes avantages à peu près et d'autres aussi importants ont été également accordés par la Chambre, sur quelques autres points du Bas-Canada.

C'est là une voie toute honorable ouverte en faveur du vrai progrès de notre culture canadienne. Contribuer à la diffusion des connaissances agricoles par le moyen de journaux populaires; mettre sous les yeux de tous, à la campagne, des instruments perfectionnés, propres à une culture plus facile et moins coûteuse; introduire des plantes nouvelles, utiles au plus haut point pour le commerce et dans l'économie domestique: voilà trois avantages entre bien d'autres, que la Chambre d'Agriculture a fort bien compris et qu'elle a servi efficacement en allouant quelques sommes à ces fins. Il est juste de reconnaître que l'Honorable M. Sicotte, président de la Chambre d'Agriculture, montre un intérêt bien entendu au progrès spécial de l'agriculture. Il est juste de reconnaître encore que si cette Chambre,